

## Les Français et la transition climatique

Mai 2020

Enquête Harris Interactive pour



Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 19 au 21 mai 2020. Échantillon de 1 028 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

\*\_\*\*

À la demande du Haut Conseil pour le Climat, Harris Interactive a réalisé une enquête afin de comprendre le regard porté par les Français sur les enjeux climatiques, 10 jours après la fin de la période de confinement engendrée par l'épidémie de coronavirus. Il s'agissait à la fois de mesurer la priorité attribuée par les Français à la transition écologique dans le contexte actuel, de recueillir leur perception à l'égard de différentes pistes de mesures envisageables et de situer l'importance accordée à la participation citoyenne en matière climatique.

### **Que retenir de cette enquête ?**

**Le changement climatique est identifié comme une menace croissante sur le quotidien, suscitant une attente urgente d'action à l'égard de la société entière, mais tout particulièrement des pouvoirs publics**

- Les effets du changement climatique sur le quotidien **suscitent d'ores et déjà une inquiétude chez une majorité de Français** : 59% d'entre eux se déclarent inquiets pour les conséquences actuelles sur leur vie. Qui plus est, **cette inquiétude se renforce lorsque les Français se projettent dans les 10 prochaines années** : 73% d'entre eux expriment alors une inquiétude concernant l'impact climatique sur leur vie future. En cumulé, **une majorité (57%) se déclare donc inquiète à la fois pour aujourd'hui et pour demain**. Ce regard unanimement négatif étant particulièrement partagé par les femmes, par

les personnes âgées d'au moins 35 ans et par celles issues de foyers disposants des revenus les plus faibles (1<sup>er</sup> quintile).

- Face à ce constat anxiogène, **les Français considèrent unanimement qu'il y a urgence à agir en matière de réchauffement climatique** : 91% d'entre eux jugent cela urgent, dont une personne sur deux va jusqu'à dire que cela est « très urgent » (51%). Moins d'un Français sur dix déclare aujourd'hui que le réchauffement climatique ne constitue pas une urgence (9%), ce sentiment étant légèrement plus partagé que la moyenne chez les seniors, parmi lesquels il reste toutefois très minoritaire (15%).
- Et pour lutter contre le changement climatique, **les Français considèrent que tous les acteurs de la société doivent faire des efforts importants par rapport à leurs pratiques actuelles** : pouvoirs publics (89%), particuliers (87%) et entreprises – qu'elles soient grandes (91%), petites (80%) ou issues du secteur de la bancaire et de l'assurance (79%). Toutefois, **les Français expriment des attentes d'une intensité variable à l'égard de ces différents acteurs**, dégageant une hiérarchie nette dans leurs représentations. L'exigence est particulièrement haute concernant les grandes entreprises (67% estiment qu'elles doivent jouer un rôle « très important ») et les pouvoirs publics (61%). Elle est un peu plus mesurée concernant les citoyens (45%) et les banques ou assurances (40%). Enfin, elle est sensiblement moindre à l'égard des petites entreprises (28%), dans un contexte où l'activité économique des TPE-PME fait l'objet d'une forte tension liée à la crise sanitaire. Au total, **un consensus existe donc sur le fait que des efforts sont nécessaires de la part d'au moins un des acteurs cités** (93%). Une nette majorité attend même des efforts de la part de tous les acteurs cités (68%). Mais **tous ne sont pas attendus au même niveau** : seuls 20% des Français considèrent que tous les acteurs cités sont amenés à faire des efforts « très importants ».
- Avec les grandes entreprises, les pouvoirs publics constituent donc l'acteur dont les Français attendent le plus d'efforts en matière climatique. Mais **en termes de finances publiques**, comment les personnes interrogées souhaitent-elles que ces efforts se matérialisent ? Une réponse claire se dégage : **le poids de l'effort public doit reposer uniquement sur la puissance publique**, sans augmenter la dette (seulement 15% s'y déclarent favorables) ni les impôts (10% favorables). Deux options sont donc également envisageables : soit les pouvoirs publics réduisent leurs dépenses pour financer leur action climatique (42%), soit ils continuent d'opérer à périmètre financier constant (42% également). Notons que **les cadres et professions libérales sont un peu plus enclins que la moyenne à souhaiter un recours à la dette (21%) ou à l'impôt (18%)**, considérant sans doute que l'effort financier serait trop conséquent pour être absorbé seulement par une réduction des dépenses ou par les moyens actuels.

## Les Français mettent à distance le financement de la transition climatique : ils souhaitent faire porter les principaux efforts sur des acteurs auxquels ils s'identifient peu

- Pour financer la transition climatique, quels sont les sources que les Français trouveraient juste de solliciter davantage qu'aujourd'hui ? Principalement **en taxant plus fortement les bénéficiaires des entreprises (70% juste) et le patrimoine ou la finance (69%)**. En revanche, **la perspective de taxer davantage les ménages suscite un sentiment d'injustice prononcé** – que ce soit via la consommation (seulement 31% juste) ou via les revenus du travail (14% juste). Par leurs réponses, les Français laissent entrevoir **un sentiment largement partagé de saturation à l'égard des prélèvements obligatoires**.
- D'ailleurs, à tous les niveaux, **les Français privilégient une concentration des prélèvements sur des acteurs très spécifiques, les plus directement concernés par le réchauffement climatique**. En matière de consommation, c'est la taxation exclusivement des produits les plus émetteurs en gaz à effet de serre qui est privilégiée (60%), devant la taxation des produits de consommation de luxe (28%), la taxation de l'ensemble des produits étant considérée juste par une faible minorité (11%). Même logique à l'œuvre concernant l'imposition des bénéficiaires des entreprises : 52% souhaitent concentrer la taxation sur celles qui émettent le plus de gaz à effet de serre, quand 38% privilégient un barème progressif selon le niveau de leurs bénéfices et 9% une taxe uniforme. **Le principe de progressivité est également contesté concernant une hausse d'imposition sur les revenus des ménages** : 43% privilégient certes un barème progressif, mais 12% envisagent une « flat tax » et 44% souhaitent que l'imposition se concentre exclusivement sur les contribuables les plus riches. Notons que parmi ces 44% appelant de leurs vœux un effort pesant uniquement sur les plus fortunés, **leur définition des foyers les plus riches s'avère relativement large** : près d'une personne sur deux considère que cela comprend les 25% des foyers les plus riches. De façon transversale, notons que **les intérêts individuels ne sont pas décorrélés des réponses fournies** : parmi les Français les plus aisés (5<sup>e</sup> quintile de revenus), le souhait de voir les produits et revenus taxés de façon uniforme (et non proportionnelle ou sélective) est plus important.
- Cette **concentration de l'effort sur des « tiers »** se constate également lorsque les Français s'expriment sur différents moyens concrets de financer la transition climatique. **76% considèrent juste de taxer les transactions financières et/ou monétaires**. Mais moins d'un tiers considérerait juste de taxer les revenus immobiliers des ménages (31%), leurs revenus financiers (21%) ou d'augmenter les droits de succession (27% ou 22% selon la formulation utilisée). Les personnes interrogées ont probablement plus de facilités à se projeter dans ces dernières situations, tandis que la finance apparaît comme un acteur plus lointain. Lorsque les Français se déclaraient majoritairement

favorables à taxer plus fortement « le patrimoine et la finance » (69%), ils n'avaient donc sans doute pas à l'esprit le patrimoine des particuliers.

### Les Français sont réticents à l'idée que la transition climatique bouleverse l'équilibre sociétal actuel : il s'agit également de préserver la situation des classes moyennes, mais aussi parfois de compenser les difficultés que la transition pourrait occasionner chez certains acteurs

- **Pour que la transition climatique puisse être juste<sup>1</sup>**, les Français considèrent qu'elle doit avoir pour effet de préserver la situation des classes moyennes (88%) et de préserver la situation financière des plus démunis (86%). Ce **souci de conserver l'équilibre actuel est légèrement plus important que l'idée d'y voir une opportunité pour réduire l'ensemble des inégalités sociales** (80%), même si ce point de vue reste très largement partagé – tout particulièrement parmi les profils disposant des revenus les plus faibles aujourd'hui. Dès que le principe d'imposition des ménages est évoqué, les Français ont un peu moins le sentiment qu'il s'agit d'une mesure juste, même s'il s'agit d'appliquer le principe pollueur/payeur (72%).
- **L'idée que l'État doit compenser les pertes occasionnées par la transition climatique séduit une proportion significative du grand public.** Environ deux Français sur trois (63%) considèreraient juste de dédommager uniformément les ménages devant le plus réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, sans tenir compte de leur situation financière. 42% considèreraient également juste que l'État indemnise les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre si la transition climatique occasionne une perte de capitaux ou de bénéfiques. Dans les deux cas, **les profils les plus jeunes, issus des catégories populaires et disposant des revenus les plus faibles sont les plus favorables à ce principe de compensation, pour les salariés comme pour les entreprises.** Concernant le cas spécifique des travailleurs qui perdraient leur emploi en raison de choix de politiques climatiques, une majorité de Français estiment qu'ils devraient soit bénéficier d'une indemnisation plus favorable (21%), soit d'une formation privilégiée (36%) par rapport aux autres salariés. 42% considèrent toutefois qu'ils devraient être traités comme n'importe quel travailleur. Au final, les Français expriment une **sensibilité forte au risque d'injustice** : il s'agit à leurs yeux de protéger ceux qui pourraient être victimes... sans pour autant toujours leur conférer un statut supérieur. Sur cet enjeu climatique, le vocabulaire utilisé a donc une incidence lourde sur les perceptions du grand public.

---

<sup>1</sup> La question était posée explicitement avec cet objectif, mais rappelons que cette dimension n'est pas nécessairement la première préoccupation de tous les Français aujourd'hui.

**Le principe d’impliquer les citoyens dans le débat climatique fait consensus, mais les modalités concrètes suscitent encore un débat, même si le niveau local/national est perçu comme un peu plus pertinent que le niveau international**

- Unaniment, **les Français considèrent important que les citoyens aient la possibilité de participer directement aux prises de décisions concernant la transition climatique** : 93% y accordent de l’importance (et davantage encore parmi les profils jeunes ou issus des catégories populaires), quand seulement 7% considèrent que cet enjeu n’est pas important.
- Pour autant, **les avis divergent concernant le niveau auquel cette participation citoyenne doit être organisée**. 2 principales clés d’entrée apparaissent : le niveau mondial (cité en premier par 28% des Français), ou à l’inverse le niveau local (29% en premier), quand 21% citent plutôt le niveau national. **Mais en cumulant toutes les réponses des personnes interrogées, le niveau local/national l’emporte plutôt sur le niveau international** : comme échelon adapté, 34% citent la commune et les quartiers, 42% le département ou la région, 43% le pays. Cette tendance est particulièrement nette auprès des catégories les plus aisées, tandis qu’à l’inverse, les personnes issues des catégories populaires envisagent davantage une concertation mondiale.
- Quant à savoir **comment situer la participation directe des citoyens par rapport à l’action des corps intermédiaires comme les syndicats, les associations et les ONG, les réponses des Français s’avèrent très partagées**. Un quart d’entre eux estime que la concertation directe doit primer (25%), un autre quart juge au contraire que les corps intermédiaires doivent jouer un rôle plus important (24%), quand une personne sur deux place les deux acteurs sur un pied d’égalité (50%).

\*\_\*\*

***Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d’éléments techniques tels que : la méthode d’enquête, les dates de réalisation, la taille de l’échantillon, le nom de l’institut – Harris Interactive – et le commanditaire.***

#### ***À propos de Harris Interactive***

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l’institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l’international.

Animé par l’énergie de la passion, porté par l’innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d’étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l’actualité de Harris Interactive sur [www.harris-interactive.fr](http://www.harris-interactive.fr), [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

**Contacts Harris Interactive en France :**

Laurence Lavernhe – 5 Avenue du Château - 94300 Vincennes – Tel : 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - [llavernhe@harrisinteractive.fr](mailto:llavernhe@harrisinteractive.fr)

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)